

Le conseil d'administration de l'opérateur de compétences détermine les priorités et les critères de prise en charge des demandes présentées par les employeurs.

Section 2 : Prise en charge par l'organisme collecteur paritaire agréé des formations relevant du plan de formation

D. 6332-39

Décret n°2018-1342 du 28 décembre 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Les opérateurs de compétences peuvent prendre en charge au titre de la section financière mentionnée au 2° de l'article **L. 6332-3** la rémunération et les charges sociales légales et conventionnelles des salariés des entreprises de moins de cinquante salariés en formation, dans la limite du coût horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance par heure de formation, selon les modalités définies par le conseil d'administration de l'opérateur de compétences prévues à l'article **L. 6332-17**.

II.-Les frais annexes mentionnés au 1° de l'article **L. 6332-17** couvrent les frais de transport, de restauration et d'hébergement afférents à la formation suivie. Lorsque les formations se déroulent pour tout ou partie en dehors du temps de travail, les frais de garde d'enfants ou de parents à charge peuvent également être pris en charge selon les modalités définies par le conseil d'administration mentionnées au I.

Le conseil d'administration détermine les priorités, les critères et les conditions de prise en charge des demandes présentées par les employeurs.

Section 3 : Fonds d'assurance formation de non-salariés

Paragraphe 1 : Constitution

R. 6332-63

Décret n°2022-956 du 29 juin 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sont applicables aux fonds d'assurance formation de non-salariés habilités au titre de la présente-section, y compris aux fonds d'assurance-formation de non salariés des employeurs et travailleurs indépendants de la pêche maritime et des cultures marines, les articles suivants :

- 1° **R. 6332-5**, relatif à la nomination de l'administrateur provisoire ;
- 2° **R. 6332-12**, relatif au cumul de fonctions ;
- 3° **R. 6332-13**, relatif à la dévolution des biens des opérateurs de compétences qui cessent leur activité ;
- 4° **R. 6332-14**, relatif aux biens nécessaires au fonctionnement des opérateurs de compétences ;
- 5° **R. 6332-23** à **R. 6332-26**, relatifs aux conditions de prise en charge et de paiement des frais de formation ;
- 6° **R. 6332-30** à **R. 6332-33**, relatifs à la transmission de documents par les opérateurs de compétences ;
- 7° **R. 6332-34** à **R. 6332-36**, relatifs à la comptabilité et au contrôle des comptes des opérateurs de compétences ;
- 8° **R. 6332-37**, relatif aux ressources des opérateurs de compétences.

R. 6332-64

Décret n°2022-956 du 29 juin 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un fonds d'assurance formation de non-salariés est destiné à recevoir la contribution des travailleurs indépendants, membres des professions libérales et professions non salariées prévue à l'article **L. 6331-48** diminuée des deux fractions mentionnées à l'article **L. 6332-11** destinées au financement du compte personnel de formation des travailleurs indépendants et du conseil en évolution professionnelle.